

## TIZI-OUZOU

## L'APC d'Aït Chafa fermée par les villageois d'Igermanes

Les citoyens du village Igermanes, à l'extrême-est de la daïra d'Azeffoun, ont procédé mercredi dernier à la fermeture du siège de leur commune, Aït Chafa, limitrophe de la wilaya de Béjaïa, en raison d'un conflit foncier qui les oppose à l'administration communale.

Il s'agit de 40 à 50 ha situés entre la mer et la RN24 menant vers Béjaïa revendiqués par les habitants du village en vertu de la loi portant prescription acquiescitive et obtenus, semble-t-il, avec la complaisance des exécutifs précédents mais contestés par l'actuelle APC sur la base du sena-

tus consulte promulgué par l'administration coloniale quelques décennies après l'occupation délimitant les domaines public et privé. La partie foncière litigieuse intègre tout le domaine maritime interdisant toute construction à 300 m de la plus haute vague de l'année.

Aït-Chafa, rappelons-le, est dotée théoriquement d'une zone d'extension touristique qui pourrait assurer sa promotion économique et sociale à moyen ou long terme.

Il s'agit pour les élus actuels de toute une stratégie de développement local d'une collectivité en friche dépourvue de res-

sources et recelant, pourtant, de grandes potentialités touristiques et aquatiques. L'actuel exécutif communal a fait part aux autorités de tutelle de ses projets visant les mutations économiques et sociales de la commune ainsi que son différend avec ceux qu'il considère comme de prétendus propriétaires ayant bénéficié soit de la complaisance des responsables communaux antérieurs soit de la vacance du pouvoir local durant plusieurs années.

L'enjeu est de taille également pour les titulaires de certificats de possession obtenus en

vertu de la loi 90/25 portant orientation foncière et celle portant prescription acquiescitive. Ils s'agira de valoriser pour leurs propres comptes ce grand patrimoine foncier ou tout au moins de le négocier chèrement à l'occasion de l'implantation des projets à réaliser dans le cadre de la zone d'expansion touristique. Le différend d'ordre juridique, jusque-là, devient un véritable bras de fer entre l'APC et les riverains de la mer conscients de la valeur du foncier le long du littoral trop longtemps livré à l'abandon avant d'être objet de spéculation.

B. T.

## Tentative d'incursion terroriste dans l'usine Cosmos

Une tentative d'incursion terroriste contre l'usine Cosmos de Azib-Ahmed dans la périphérie sud-est de Tizi-Ouzou a été enregistrée dans la nuit de mardi à mercredi vers 1h30 du matin, selon une source sûre qui signale un échange de coups de feu entre les assaillants et les gardiens armés de l'usine de détergents située à un jet de pierres du campus universitaire de Hasnaoua II (Bostos).

Les assaillants, qui s'attendaient à rééditer leur première incursion, menée sans coup férir il y a 4 mois environ, sont repartis bredouilles cette fois-ci devant la riposte résolue du service de sécurité de l'usine loué auprès d'une société de gardiennage pour la coquette somme de 100 millions de centimes par mois, selon la même source.

Il y a 4 mois environ, alors que l'usine était dépourvue de service de sécurité armé, les terroristes avaient pu s'y introduire et tout contrôler à l'intérieur de l'enceinte industrielle s'emparant de deux véhicules, de micro-ordinateurs et autres marchandises, dépouillant par ailleurs tous les membres de l'équipe de nuit de leurs portables et promettant de revenir devant leur vaine tentative de mettre la main sur le patron de l'usine. Ils sont revenus aussi nombreux que la première fois, selon notre source, au moment où l'usine recevait une forte livraison de marchandise, toujours selon la même source.

Les terroristes ont sûrement essayé de profiter de la confusion qui règne dans cette zone de Tizi Ouzou suite à l'occupation, deux jours consécutifs, et de la rocade sud, évitement du chef-lieu de wilaya, en raison, entre autres promesses qui n'auraient pas été respectées, selon les protestataires. L'occupation de la rocade qui se poursuit occasionnant des désagréments notamment aux usagers de

la route mais aussi aux riverains a suscité un appel de la coordination des villages de Hasnaoua à l'adresse des protestataires, les invitant "à cesser leur mouvement qui ne rime à rien du moment que la coordination a pris en charge toutes revendications contenues dans la plate-forme de revendications élaborée par les comités de village en date du 10/03/2006", indique-t-on dans l'appel signé par cinq représentants de village. Les auteurs de l'appel annoncent, dans le cadre du suivi des revendications, une réunion d'évaluation de l'état d'avancement des travaux pro-

grammée pour le mois de mars de l'année en cours.

La coordination affirme, par ailleurs, avoir tenu, mardi 9 janvier, une réunion avec le secrétaire général de la wilaya et les directeurs concernés au cours de laquelle l'engagement a été pris concernant le revêtement, en mars de cette année, de la route principale du village Azib-Ahmed vers Aït-Hassane, soit 9 kilomètres.

Les signataires demandent à leurs concitoyens de s'armer de vigilance en évitant toute manipulation ou dérapage.

B. T.

## MECHTRAS

## Gaz de ville pour tout le monde

L'ensemble des habitants de la commune de Mechtras bénéficieront sous peu du gaz de ville, avons-nous appris auprès de M. Halliche, président d'APC. Le passage de la conduite principale sur le territoire de la commune en provenance de Draâ-El-Mizan a permis, en effet, de raccorder la localité au réseau national de gaz de ville. "Notre commune a eu droit à un premier programme consistant en la réalisation d'un réseau de distribution long de 36 km/l. Les travaux ont énormément avancé et le projet est, au jour d'aujourd'hui, au stade des branchements individuels.

Quelque 1 500 foyers de Mechtras-Centre sont concernés par le projet", a déclaré M. Halliche. Notre interlocuteur nous a cependant avoué que l'objectif est d'atteindre 100% de couverture des foyers de la commune en gaz de ville dont les vertus économiques et écologiques ne sont plus à démontrer. Selon ses dires, cela est en passe d'être effectif, et ce, après une visite effectuée récemment par les autorités locales en compagnie du directeur des mines et de l'industrie de la wilaya à



Aït Imghour. Ce dernier a donné son accord pour l'extension du réseau vers ce hameau qui compte une importante densité de population de la commune.

Là aussi, ce sont 1 500 autres foyers qui bénéficieront de cette énergie dans le cadre du programme de 2007.

A. A. Y.

## 2<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'AUTOMOBILE

### Promotion, sécurité et communication à l'honneur

Le prochain salon de l'automobile, qui se tiendra à Béjaïa du mercredi 31 janvier au 9 février, aura bien des objectifs qui font la «une» de l'actualité nationale voire internationale (technologie et sécurité). Il s'agit en fait d'avancer dans les stratégies qui font la force d'un salon de l'automobile. La course vers les meilleures ventes, mais aussi la course vers la démonstration des résultats des technologies de pointe qu'offre l'industrie mécanique. Ce travail ne peut que se faire dans un salon que rien ne remplace puisque rien ne vaut le contact spontané qui fait la dimension humaine du seul lieu économique qui crée, mais aussi le multiplie. Tout le monde sait aujourd'hui que le parc automobile est estimé par le ministère de l'Industrie à 3 211 052 véhicules au 31/12/2005 dont 1 905 892 particuliers. Le ministère signale lors du dernier salon de l'auto tenu à Tizi-Ouzou que Peugeot représente sur le marché 31% et Renault 31%. Evoquant le volet investissement, le représentant du ministère souligne : «Les achats locaux effectués par les entreprises publiques de la branche mécanique seulement ont doublé en trois ans, passant de 3 milliards de dinars en 2002 à 6,5 milliards de dinars en 2005, ce qui montre l'effort des entreprises pour s'approvisionner localement. S'agissant de la problématique de la sous-traitance dans l'industrie mécanique en Algérie, le confrencier dira «ces résultats sont loin d'être satisfaisants eu égard au volume d'affaires existantes. En effet, les importations en pièces de rechanges et composants sont de l'ordre de 24 milliards de dinars en 2005 contre 18 milliards en 2004.» Les concessionnaires l'ont compris et travaillent dans le sens d'un investissement réel nous l'espérons dira le directeur général de RH. Ainsi, nous retrouverons au salon BS.Distribution qui exposera via son représentant d'Akhou les derniers modèles de voitures qui séduisent plus d'un. Ou comme de Mamouni auto qui tentera d'imposer le véhicule Nissan tant utilitaire, de tourisme ou de cycle. Cette manifestation qu'organise RH.International va se distinguer selon l'organisateur par son contenu et surtout par ses messages qu'il envoie affichera tout au long de ces dix jours, messages qui visent à rappeler que le véhicule est certes un moyen de déplacement, mais aussi un moyen de transport qui exige une lucidité extrême. Les autres marques attendues à ces rendez-vous seront, selon les organisateurs, SNC ENMG Renault, Gouraya Auto Mitsubishi, la société Salde -Trucks Béjaïa (Renault Trucks) Tizi Tizer avec les marques de Hyundai - Fiat - Iveco Makbel Auto qui s'engagera avec la griffe VEDIS et YOUYI YUEJIN.

En utilitaires qui nous retrouverons aussi sur le site HONDA JMC et JAC de Jijel avec une présence en force de FOTON en utilitaire qui aura à confirmer l'élan pris déjà lors de la première édition tenue à Béjaïa en janvier 2006. Une journée professionnelle est prévue où il sera question de la route en toute sécurité, de la malfaçon, de l'encadrement des concessionnaires à travers le projet de décret et de l'investissement.

R. H.

## MEDEA / PLAN DE DEVELOPPEMENT

## AGRICOLE ET RURAL

### Quatre ans après

Se voulant un outil de développement de proximité en direction des populations du monde rural, le Plan de développement agricole et rural (PDAR) enregistre, quatre années à peine après son lancement, des résultats satisfaisants. A cet effet, 29 253 personnes installées en zones enclavées ont déjà bénéficié d'aides et autres subventions accordées par l'Etat et destinées au financement d'un ensemble de projets adaptés à ce milieu. C'est donc un total de 4 973 ménages qui voient ainsi leurs revenus dopés grâce aux multiples chantiers mis en œuvre en plantations fruitières ou agropastorales et élevage en plus des travaux réalisés en matière de petite hydraulique et d'aménagement de pistes agricoles

pour un montant global de 14 milliards de dinars.

Chiffre que se partagent les ménages de 34 communes par celles retenues dans ce plan qui devrait s'élargir en fonction des liquidités disponibles et de l'adhésion des populations ciblées. Le PDAR a permis la création de 117 000 emplois saisonniers et 135 postes permanents dans des régions où le chômage dépasse les 30% de la population active. Comme mesure d'encouragement, la priorité a été donnée en matière de logement rural à ces communes dont la quote-part en logements était très faible par rapport aux besoins exprimés, compte tenu de la structure du monde rural à la faveur du retour de la stabilité et de la sécurité.

Hamid Sahnoun